**Section IV Formulaires de soumission**

Table des matières

[BSF1 Lettre de soumission 59](#_Toc58606260)

[BSF1.1 Formulaire de certification d’Entreprise publique 62](#_Toc58606261)

[BSF2 Bordereau des Prix des Biens 66](#_Toc58606262)

[BSF3 Bordereau des Prix et Calendrier d’exécution des Services connexes 70](#_Toc58606263)

[BSF4 Formulaire d’informations sur le Soumissionnaire 72](#_Toc58606264)

[BSF5 Informations relatives aux membres de la coentreprise/association 73](#_Toc58606265)

[BSF6 Formulaire de Garantie d’offre (Garantie bancaire) 74](#_Toc58606266)

[BSF7 Conditions en matière environnementale, sanitaire et sécuritaire 76](#_Toc58606267)

[BSF8 Autorisation du fabricant 77](#_Toc58606268)

[BSF9 Capacité financière du Soumissionnaire 78](#_Toc58606269)

[BSF10 Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends   
 au cours des cinq (5) dernières années 79](#_Toc58606270)

[BSF11 Références de contrats antérieurs 80](#_Toc58606271)

[BSF12 Formulaire de certificat d’observation des sanctions 82](#_Toc58606272)

1. Lettre de soumission

*[Le Soumissionnaire doit compléter ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune altération du format du formulaire n’est autorisée et aucune substitution ne sera acceptée.]*

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

Nous, les soussignés, déclarons et attestons que :

1. Nous avons examiné le Dossier d’appel d’offres, y compris ses Addenda émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, et nous ne formulons aucune réserve.
2. Nous proposons de fournir les Biens et Services Connexes conformément au Dossier d'Appel d'Offres et aux calendriers de livraison spécifiés à la Section V. Spécifications des Biens et Services Connexes.
3. Le prix total de notre Offre, hors rabais offert à l'alinéa (d) ci-dessous, est de :

Pour le lot xx, [*insérer le prix total de l'Offre en lettres et en chiffres, y compris les différents montants et les monnaies respectives*. *(en MAD ou en USD)*]

1. Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

**Rabais :** si notre Offre est retenue, les rabais suivants s’appliqueront. [*Indiquer en détail chaque rabais offert et l’élément spécifique prévu à la Section V. Spécifications des Biens et Services Connexes, auquel il s'applique*.]

Modalités d’application des rabais : les rabais s’appliqueront conformément à la méthode suivante: *[indiquer en détail la méthode d’application du rabais.]*

1. Notre Offre demeure valable à compter de la date limite de soumission des Offres conformément à l’alinéa 25.1 des IS et pendant la période spécifiée à l’alinéa 21.1 des IS, et restera contraignante pour nous et pourra être acceptée à tout moment. avant l'expiration de cette période.
2. Si notre Offre est retenue, nous nous engageons à obtenir une Garantie d’exécution conformément à la clause 16 des CGC telle que décrite à la clause 44 des IS pour l’exécution du Contrat.
3. Nous ainsi que tous Sous-traitants ou sous-fournisseurs d’une quelconque partie du Contrat avons la nationalité d’un pays éligible *[insérer la nationalité du Soumissionnaire, y compris de toutes les parties constituant le Soumissionnaire si le Soumissionnaire est une Co-entreprise ou Association, ainsi que la nationalité de chaque Sous-traitant et fournisseur].*
4. Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d’intérêt conformément aux dispositions de la clause 5 des IS. *[insérer le cas échéant :* «  autres que dans les cas énumérés ci-après*]*. *[Si vous indiquez un ou plusieurs conflits d'intérêts, insérez :* « Nous proposons les mesures d’atténuation suivantes pour nos situations de conflit d’intérêt : *[Insérer la description des situations de conflit d’intérêt, ainsi que les mesures d'atténuation proposées.* »*]*.
5. Notre entreprise, ses associés, y compris les Sous-traitants ou fournisseurs de l’une des parties du Contrat n’ont pas été déclarés inéligibles par l’Acheteur, ou en vertu des lois ou règlements officiels du pays de l’Acheteur conformément aux dispositions de la clause 5 des IS.
6. Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou sous-traitant à plus d’une offre dans le cadre de cet appel d’offres.
7. Notre Offre est valide pour une période de **[insérer le nombre]** jours à compter de la date limite fixée pour la soumission des Offres, conformément au Dossier d’Appel d’Offres, et elle reste contraignante pour nous et peut être acceptée à tout moment avant l’expiration de ce délai.
8. Nous connaissons et respecterons les règles sur les activités interdites, les parties soumises à des restrictions et les critères d’éligibilité énoncées dans les dispositions sur les restrictions quant à l’origine des biens, conformément aux lois, aux réglementations, aux politiques américaines et autres critères, tels que résumés à l’Annexe A du Contrat (Dispositions complémentaires) figurant à la Section VII. Conditions Particulières du Contrat et Annexe du Contrat.
9. Nous avons certifié et signé le *Formulaire de certification d’Entreprise publique (BSF1.1)*.
10. Nous avons pris connaissance de la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et d’atténuation des conséquences des fraudes et de la corruption dans les opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption *(AFC de la MCC)*. Nous avons adopté des mesures afin d’assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne puisse se livrer à des actes de corruption ou à de la fraude tels que décrits à la clause 3 des IS. Dans ce cadre, nous certifions que :
11. les prix de cette Offre ont été établis de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec un autre Soumissionnaire ou concurrent dans le but de restreindre la concurrence, portant sur les questions suivantes :

ces prix ;

l’intention de soumettre une Offre ; ou

les méthodes ou facteurs utilisés pour calculer les prix proposés.

1. Nous ne divulguerons pas volontairement les prix figurant dans cette offre, directement ou indirectement, à d’autres soumissionnaires ou concurrents avant l’ouverture des offres (dans le cas d’une offre présentée sous pli fermé) ou l’adjudication du contrat (dans le cas d’une offre négociée), sauf disposition contraire prévue par la loi, et
2. nous ne tentons pas et ne tenterons pas de persuader un candidat de soumettre ou de ne pas soumettre une offre dans le but de limiter la concurrence.
3. Nous déclarons que nous avons payé ou devons payer les commissions, gratifications ou primes suivantes en lien avec le présent processus de qualification, le processus d’Ordre d’exécution correspondant ou l’exécution du contrat. *[Insérer le nom complet de la personne ayant reçu les commissions, gratifications ou primes, son adresse complète, la raison pour laquelle elles ont été versées ainsi que le montant et la monnaie dans laquelle elles ont été payées.]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune commission, gratification ou prime n’a été versée, indiquer « aucune ».)

1. Il est entendu que cette Offre ainsi que votre acceptation écrite de notre Offre qui figure dans l’Avis d'adjudication du Contrat constituent un contrat contraignant jusqu'à la préparation et la signature d’un Contrat formel.
2. Il est entendu que vous n’êtes pas tenus d’accepter une quelconque Offre, ou même l’Offre de moindre coût que vous recevez.
3. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne se livrera pas à des pratiques de corruption.
4. Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la Politique de la MCC en matière de Lutte contre la Traite des Personnes, et que nous ne faciliterons pas et n’autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la Politique de la MCC en matière de Lutte contre la Traite des Personnes ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos Sous-traitants/fournisseurs et de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que la participation à de telles activités serait une cause valide de suspension ou de cessation d’emploi ou de résiliation du Contrat.
5. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à l’alinéa 42.1 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats du présent marché peut être portée uniquement par le biais du Système de Contestation des Soumissionnaires (SCS) de l’Acheteur.
6. Nous reconnaissons que notre signature numérique/numérisée est valide et juridiquement contraignante.

|  |  |
| --- | --- |
| Signé : |  |
| **[insérer le nom en caractère d’imprimerie]** |  |
| En qualité de |  |
| Dûment autorisé(e) à signer des Offres pour le compte et au nom de |  |

1. Formulaire de certification d’Entreprise publique

Les Entreprises publiques ne sont pas autorisées à soumettre des Offres pour des marchés financés par la MCC en vue de la fourniture de biens ou travaux. Ainsi, une Entreprise publique i) ne peut pas être partie à un contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et attribué à la suite d’un appel d'offres concurrentiel ouvert ou restreint, d’une passation de marché par entente directe ou de la sélection d’un fournisseur unique ; et ii) ne peut pas être préqualifiée ou présélectionnée pour un contrat financé par la MCC et devant être attribué par ces méthodes.

Cette interdiction ne s’applique pas aux unités en régie ou aux établissements d’enseignement et centres de recherche du secteur public, par des entités statistiques ou cartographiques, ou à d’autres structures techniques du secteur public qui n’ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquelles une dérogation a été accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. La politique intégrale est consultable sur la page « Compact Procurement Guidelines » du site web de la MCC ([www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg)). Dans le cadre de la vérification de l'éligibilité pour ce marché, **veuillez remplir le formulaire ci-dessous pour indiquer le statut de votre entité.** Le Formulaire de certification doit être fourni avec l'Offre, QUEL QUE SOIT LE STATUT DE VOTRE ENTITÉ.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, département ou autre organisme gouvernemental à un quelconque niveau (national ou infranational).

**CERTIFICATION**

Dénomination sociale du Soumissionnaire :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution** (si elle est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Adresse du siège social ou de l’établissement principal du Soumissionnaire** :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom complet de trois (3) responsables qui occupent des postes de direction au sein de l’entité du Soumissionnaire** (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire** (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n’a pas d’entité-mère) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution** (si celle-ci est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Adresse(s) du siège social ou de l’établissement principal de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire** (le cas échéant) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un Gouvernement détient-il une participation majoritaire ou dominante (que ce soit sur la base du montant de la participation ou des droits de vote) dans votre capital ou détient-il une autre participation lui conférant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d’agents ou par d’autres moyens) ?

Oui 🞏 Non 🞏

1. Si votre réponse à la question 1 est oui, quel type d’entreprise publique êtes-vous :
   1. Unité en régie Oui 🞏 Non 🞏
   2. Établissement d’enseignement Oui 🞏 Non 🞏
   3. Centre de recherche Oui 🞏 Non 🞏
   4. Entité statistique Oui 🞏 Non 🞏
   5. Entité cartographique Oui 🞏 Non 🞏
   6. Autre entité technique n’étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui 🞏 Non 🞏
2. Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :
   1. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ? Oui 🞏 Non 🞏

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* 1. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou avantages légaux ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui 🞏 Non 🞏

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* 1. Un gouvernement peut-il vous imposer ou ordonner l’une des mesures suivantes à votre égard :

1. la restructuration, fusion ou dissolution de votre entité, ou la constitution ou l’acquisition de toute filiale ou autre société affiliée par votre entité ? Oui 🞏 Non 🞏
2. la vente, la location, l’hypothèque, le nantissement ou la cession de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des affaires ? Oui 🞏 Non 🞏
3. la fermeture, la délocalisation ou l’altération substantielle de la production, de l’exploitation ou d’autres activités importantes de votre entité ? Oui 🞏 Non 🞏
4. l’exécution, résiliation ou non-exécution par votre entité de contrats importants ? Oui 🞏 Non 🞏
5. la nomination ou le licenciement de vos directeurs, cadres dirigeants, responsables ou cadres supérieurs, ou peut-il participer à la gestion ou au contrôle de vos activités ? Oui 🞏 Non 🞏
6. Avez-vous jamais appartenu à l’État ou été contrôlé par l’État ? Oui 🞏 Non 🞏
7. Si votre réponse à la question 4 est oui, veuillez répondre aux questions suivantes :
   1. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l’État ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
   2. Quand avez-vous été privatisé ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
   3. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ? Oui 🞏 Non 🞏

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* 1. Même s’il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos activités ?

Oui 🞏 Non 🞏

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* 1. Versez-vous de l’argent à un État autre que les impôts ou taxes dans le cours normal de vos activités, dans des pourcentages et des montants équivalents à ceux versés par d’autres entreprises non publiques dans votre pays qui exercent la même activité ? Oui 🞏 Non 🞏

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les participants doivent noter ce qui suit :

* + - 1. Avant d’annoncer le nom du Soumissionnaire retenu, ou la liste de Soumissionnaires préqualifiés pour ce marché, l’Acheteur vérifie l’éligibilité de ce(s) Soumissionnaire(s) auprès de la MCC. La MCC conserve une base de données (en interne, par la voie de services d’abonnement ou des deux façons) sur les Entreprises publiques connues, et des recherches sur cette base de données permettront d’établir si le Soumissionnaire retenu ou pré-qualifié concerné par la présente disposition figure dans cette base de données. Le Soumissionnaire retenu fera l’objet de recherches complémentaires si jugé nécessaire par la MCC au vu des circonstances.
      2. Toute fausse déclaration faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché peut être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC.
      3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s’étant constituée, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s’étant associée par ailleurs à une autre entité dans le but d’éviter ou de contourner les stipulations des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, ou dont l’effet potentiel ou réel de cette constitution, sous-traitance ou association est d’éviter ou de contourner lesdites Directives, pourra être considérée comme une Entreprise publique aux fins de ces Directives.
      4. Toute accusation crédible selon laquelle une entité qui a soumis une Offre en réponse au présent appel d’offres est une Entreprise publique non autorisée à soumettre une offre conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* doit faire l’objet d’un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et être remise en cause par le biais du Système de contestation des soumissionnaires (SCS) de l’Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme relevant de la « fraude » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

1. Bordereau des Prix des Biens

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

**Secteur Transport logistique :**

**Lot G.1 Simulateurs des engins de manutention**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 |  | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| Élément N° | Description des Biens | Pays d’origine | Unité | Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56) | Prix unitaire TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (col. 4x5) TTC [en USD ou en MAD] | Prix par élément du transport intérieur et des autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour le transport des Biens à leur lieu de destination finale. TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (Col. 6+7) TTC [en USD ou en MAD] |
| 1 | Simulateur chariot élévateur simple |  | Ens | 1 |  |  |  |  |
| 2 | Logiciel de formation sur la nacelle élévatrice – PEMP |  | Ens | 1 |  |  |  |  |
| 3 | Logiciel de formation sur la conduite Grue Auxiliaire |  | Ens | 1 |  |  |  |  |
|  |  |  |  | 3 | Prix total de l’Offre TTC [en USD ou en MAD] | | |  |

Nom du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Signature du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Secteur Transport logistique :**

**Lot G.2 Simulateur Véhicules Poids Lourds**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 |  | 4 | | 5 | | 6 | 7 | 8 | |
| Élément N° | Description des Biens | Pays d’origine | Unité | Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56) | | Prix unitaire TTC [en USD ou en MAD] | | Prix total par élément (col. 4x5) TTC [en USD ou en MAD] | Prix par élément du transport intérieur et des autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour le transport des Biens à leur lieu de destination finale. TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (Col. 6+7) TTC [en USD ou en MAD] | |
| 1 | Simulateur de véhicule poids lourd version simple apprentie |  | Ens | 3 | |  | |  |  |  | |
| Total | | | | | 3 | | Prix total de l’Offre TTC [en USD ou en MAD] | | | |  | |

Nom du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Signature du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Secteur Transport logistique :**

**Lot G.3 Simulateur Véhicules légers**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 |  | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | |
| Élément N° | Description des Biens | Pays d’origine | Unité | Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56) | Prix unitaire TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (col. 4x5) TTC [en USD ou en MAD] | Prix par élément du transport intérieur et des autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour le transport des Biens à leur lieu de destination finale. TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (Col. 6+7) TTC [en USD ou en MAD] | |
| 1 | Simulateur de véhicule léger |  | Ens | 1 |  |  |  |  | |
|  |  |  |  | 1 | Prix total de l’Offre TTC [en USD ou en MAD] | | | |  |

Nom du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Signature du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Secteur Transport logistique :**

**Lot G.4 Simulateur incendie**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 |  | 4 | | 5 | | 6 | 7 | 8 | |
| Élément N° | Description des Biens | Pays d’origine | Unité | Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56) | | Prix unitaire TTC [en USD ou en MAD] | | Prix total par élément (col. 4x5) TTC [en USD ou en MAD] | Prix par élément du transport intérieur et des autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour le transport des Biens à leur lieu de destination finale. TTC [en USD ou en MAD] | Prix total par élément (Col. 6+7) TTC [en USD ou en MAD] | |
| 1 | Simulateur incendie multifonctionnel |  | Ens | 2 | |  | |  |  |  | |
| Total | | | | | 2 | | Prix total de l’Offre TTC [en USD ou en MAD] | | |  |

Nom du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Signature du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Bordereau des Prix et Calendrier d’exécution des Services connexes

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Élément | Description des Services connexes (hors transport intérieur et autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour le transport des Biens à leur lieu de destination finale.) | Pays d’origine | Date de livraison au lieu de destination finale | Quantité des unités physiques | Prix unitaire  TTC  En USD ou en MAD | Prix total par élément  (Col. 5\*6)  TTC  En USD ou en MAD |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  | | | | Prix total de l’Offre TTC  En USD ou en MAD | |  |

Nom du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Signature du Soumissionnaire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Formulaire d’informations sur le Soumissionnaire

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire | | |
|  | Lieu d’enregistrement |  |
|  | Siège social |  |
| 2. Dénomination sociale de chaque membre de la coentreprise/association (si applicable) | | |
|  | *[insérer la dénomination sociale de chaque membre de la coentreprise et remplir le Formulaire BFS2 : Formulaire d’informations sur chaque membre de la coentreprise/association]* | |
| 3. Ci-joint des copies : | | |
| * des statuts ou de l’enregistrement du Soumissionnaire mentionné à l’alinéa 1 ci-dessus démontrant que le Soumissionnaire est éligible conformément aux dispositions de la clause 5 des IS ; * de la lettre d'intention de constituer une coentreprise/association ou de l’accord de coentreprise/association, le cas échéant, conformément aux dispositions de l’alinéa 5.3 des IS ; * de l’autorisation habilitant le signataire à signer au nom du Soumissionnaire conformément aux dispositions de l’alinéa 23.1 des IS ; * dans le cas d’une entreprise publique, le formulaire du certification d’Entreprise publique [BSF1.1.]   « Cocher » les cases appropriées et joindre les pièces à l’Offre. | | |

Les informations fournies ci-dessus par les Soumissionnaires sont utilisés aux fins de la post-qualification comme indiqué à la clause 38 des IS. Ces informations ne doivent pas être insérées dans le Contrat. Le Soumissionnaire doit adapter ce formulaire, le cas échéant. Les sections pertinentes des documents joints doivent être traduites en français.

1. Informations relatives aux membres de la coentreprise/association

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

|  |  |
| --- | --- |
| **1. Constitution ou statut juridique de chacun des membres de la coentreprise/association** | |
| Lieu d’enregistrement |  |
| Siège social |  |
| 2. Ci-joint des copies des documents originaux : | |
| * des statuts ou de l’enregistrement de l’entité mentionnée à l’alinéa 1 ci-dessus; démontrant que l’entité est éligible conformément aux dispositions de la clause 5 des IS ; * de la lettre d'intention de constituer une coentreprise/association ou de l’accord de coentreprise/association, le cas échéant, conformément aux dispositions de l’alinéa 5.3 des IS ; * de l’autorisation habilitant le signataire à signer au nom de l’entité conformément aux dispositions de l’alinéa 24.1 des IS ; * dans le cas d’une entreprise publique, le formulaire de certification d’Entreprise publique [ELI-3]   « Cocher » les cases appropriées et joindre les pièces à l’Offre. | |

Les informations susmentionnées doivent être renseignées sur chacun des membres de la coentreprise/association.

Joindre l’accord passé entre tous les membres de la coentreprise/association (et qui a force obligatoire pour tous les membres), démontrant que :

1. tous les membres sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Contrat conformément aux termes et conditions du Contrat ;
2. un des membres est nommé représentant de la coentreprise/association, autorisé à engager des dépenses et à recevoir des instructions pour et au nom de tous les membres de la coentreprise//association ; et
3. l'exécution de l'ensemble du Contrat, y compris le paiement, se fait exclusivement avec le membre représentant de la coentreprise/association.
4. Formulaire de Garantie d’offre (Garantie bancaire)

*[À la demande du Soumissionnaire, la banque doit remplir le formulaire conformément aux instructions données]*

**Banque : [Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire : [Nom et Adresse de l’Acheteur]**

**Date : [insérer la date]**

**Garantie d’Offre n° : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que **[insérer le nom du Soumissionnaire]** (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») vous a soumis son Offre datée [**insérer le jour, le mois et l’année**] (ci-après dénommée « l’Offre ») pour la fourniture de [**insérer le nom des Services**] en réponse à l’Appel d’Offres N° susmentionné.

Par ailleurs, nous comprenons que, selon vos conditions, les Offres doivent être accompagnées par une Garantie d’offre.

À la demande du Soumissionnaire, nous **[insérer le nom de la Banque]** nous engageons par la présente, irrévocablement à vous payer, à votre première demande la somme ou les sommes que vous pourriez réclamer dans la limite de **[insérer le montant en chiffres]** (**[insérer le montant en lettres]**). Votre demande de paiement doit être accompagnée d’une déclaration écrite indiquant que le Soumissionnaire a manqué à l’une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l’Offre, à savoir :

1. s’il retire son Offre pendant la durée de validité de l’Offre [**insérer les dates de la durée de validité de l’Offre**] qu’il a indiquée dans son Formulaire de soumission, sauf indications contraires à l’alinéa 22.2 des Instructions aux Soumissionnaires ; ou
2. si, après avoir été avisé qu’il a soumis l’Offre au moindre coût, i) il n’accepte pas la correction par l’Acheteur des erreurs qui figurent dans son Offre, conformément aux dispositions de la clause 32 ; ou
3. si, après avoir été avisé de l’acceptation de son Offre par l’Acheteur, il refuse dans le délai prévu de :

fournir la Garantie d’exécution, conformément aux dispositions de la clause 16 des CGC comme indiqué à la clause 44 des IS, ou

d’exécuter le Contrat, conformément aux dispositions de la clause 43 des IS.

Cette garantie expirera : a) si le Contrat est attribué au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Contrat signé par le Soumissionnaire et de la garantie d’exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou b) si le Contrat n’est pas attribué au Soumissionnaire, à la première des deux dates suivantes : i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu et de la signature du Contrat et de la fourniture de la garantie d’exécution par ce dernier ; ou ii) vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de la période de validité de l’Offre du Soumissionnaire.

Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente garantie doit être reçue par nos services à cette date au plus tard.

**[*La banque émettrice devra supprimer les mentions inutiles*]**. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière dûment autorisée à fournir cette garantie dans le pays de l’Acheteur] **[OU]** [nous sommes une institution financière située en dehors du pays de l’Acheteur, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays de l’Acheteur qui assurera l’exécution de cette Garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [**indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique**].

La présente Garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf stipulations contraires susmentionnées.

|  |  |
| --- | --- |
| Signé : |  |
| En qualité de : |  |
| **[insérer le nom en caractère d’imprimerie]** |  |
| Dûment autorisé(e) à signer la Garantie d’Offre pour le compte et au nom de  **[insérer le nom et l’adresse de l’institution financière]** |  |
| En date du  **[insérer la date]** |  |

1. Conditions en matière environnementale, sanitaire et sécuritaire

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

Nous, les soussignés, déclarons et attestons que :

1. les fiches de données, licences, permis ou autres documents de santé et de sécurité (« S&S ») ci-joints, énumérés ci-dessous et exigés à la Section V. Spécifications des Biens et Services Connexes sont à jour et valides ; et
2. les licences, permis ou autres documents environnementaux et sociaux ci-joints, énumérés ci-dessous et exigés à la Section V. Spécifications des Biens et Services Connexes sont à jour et valides ; et

|  |  |
| --- | --- |
| Signé : |  |
| En qualité de : |  |
| **[insérer le nom en caractère d’imprimerie]** |  |
|  |  |
| En date du  **[insérer la date]** |  |

1. Autorisation du fabricant

**Objet : Acquisition, Livraison, Installation et Mise en marche des équipements technico-pédagogiques destinés aux Instituts de Formation Professionnelle bénéficiant de l’appui financier du Fonds Charaka en 4 lots**

**Réf. de l’Appel d’Offres : DAO/CB/MCA-M/ EW-39-G1 à EW-39-G4/GovM**

*Cette autorisation doit être à l’en-tête du Fabricant, et signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire doit inclure la présente lettre d’autorisation dans son Offre, si cela est prévu dans la FDAO.]*

ATTENDU QUE

Nous soussignés, *[insérer le nom du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les Biens produits]* ayant nos usines *[indiquer adresse de l’usine]*

PAR CONSEQUENT, nous autorisons par les présentes

1. *[insérer le nom du Soumissionnaire]* à soumettre une Offre en réponse à l’Appel d’Offres susmentionné. L’Appel d’Offres vise à fournir les Biens suivants : [*Insérer la description des Biens fabriqués par nous*], et à éventuellement négocier et signer un Contrat avec vous pour la fourniture de ces Biens.

ET

1. Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la clause 26 des Conditions Générales du Contrat pour les Biens proposés pour cet Appel d’Offres.

|  |  |
| --- | --- |
| Signé : |  |
| En qualité de : |  |
| **[insérer le nom en caractère d’imprimerie]** |  |
| Dûment autorisé(e) à signer l’Autorisation du Fabricant pour le compte et au nom du  **[Fabricant]** |  |
| En date du  **[insérer la date]** |  |

1. Capacité financière du Soumissionnaire

*[La capacité financière du Soumissionnaire à fournir les Biens demandés, est impérative. Le Soumissionnaire doit fournir des informations sur sa situation financière. Cette exigence peut être satisfaite par la présentation de l’un des documents suivants : les états financiers vérifiés des trois (3) dernières années accompagnés des lettres des auditeurs, OU les états financiers certifiés des trois (3) dernières années, accompagnés des lettres des déclarations fiscales.*

*L'absence de présentation de l’un des deux documents attestant de la capacité financière du Soumissionnaire peut entraîner le rejet de l’Offre.*

*Si l'Offre est présentée par une coentreprise ou autre association, chacun des membres de la coentreprise/l’association doit présenter ses états financiers. Les rapports doivent être présentés selon la taille des associés dans la coentreprise/association, du plus grand au plus petit associé.*

*L'Acheteur se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du Soumissionnaire. Un Soumissionnaire qui ne démontre pas grâce à ses documents financiers qu'il a la capacité financière nécessaire pour fournir les Bien demandés peut être disqualifié.]*

1. Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés auxquels le Soumissionnaire est partie

Le Soumissionnaire, ou une société ou entité apparentée, est actuellement, ou a été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou le résultat pourrait raisonnablement être interprété par l’Acheteur comme pouvant avoir ou ayant un impact sur la situation financière du Soumissionnaire d’une manière pouvant affecter négativement la capacité du Soumissionnaire à satisfaire à l’une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat : Non :\_\_\_\_ Oui :\_\_\_\_\_\_ (Si Oui, voir ci-après)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends au cours des cinq (5) dernières années (selon les critères susmentionnés)** | | |
| Année | Objet du contentieux : | Valeur de la décision (effective ou potentielle) rendue contre le Soumissionnaire en équivalent US$ : |

1. Références de contrats antérieurs

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrats, autres qu’avec la MCC ou des Entités MCA** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse de l’Acheteur** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Contrats avec la MCC** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse de l’Acheteur** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Contrats avec une Entité MCA** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse de l’Acheteur** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association composant le Soumissionnaire doit compléter le formulaire ci-après et inclure des informations relatives à tous les contrats financés par la MCC (soit directement avec la MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, n’importe où dans le monde) auxquels le Soumissionnaire ou un membre d’une coentreprise/association composant le Soumissionnaire est ou a été partie, que ce soit à titre d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé, de filiale, de Sous-traitant ou à tout autre titre.

1. Formulaire de certificat d’observation des sanctions

Conformément à la Clause G des Dispositions complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Soumissionnaire lors de la soumission de l’Offre et, si retenu, par le Fournisseur dans un délai de 28 jours à compter de la date de réception de la Lettre d’Acceptation et de l’Accord contractuel. Le Fournisseur le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30

juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du Contrat financé par la MCC[[1]](#footnote-1), tout au long de la durée du Contrat.

Le formulaire doit être soumis à l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité MCA au moment de la soumission de l’Offre *insérer le courrier électronique de l’Agent de passation de marché de l’Entité MCA*), et à l’Agent financier de l’Entité MCA par la suite [*insérer le courrier électronique de l’Agent financier de l’Entité MCA*] et un exemplaire envoyé à la MCC à l'adresse suivante : [sanctionscompliance@mcc.gov](mailto:sanctionscompliance@mcc.gov).

Pour éviter tout doute, conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC, signaler la fourniture d’une aide et de ressources substantielles (comme définis ci-après) à une personne ou une entité figurant sur les listes énumérées n'entraîne pas nécessairement la disqualification du Soumissionnaire ou l'annulation du Contrat. Cependant, **ne pas signaler** la fourniture de cette aide et de ces ressources substantielles, ou toute fausse déclaration similaire, intentionnelle ou due à une négligence, est un motif de disqualification du Soumissionnaire ou d'annulation du Contrat, et peut exposer ce Soumissionnaire ou Fournisseur à des poursuites pénales, civiles ou d’un recours administratif selon le cas en vertu de la loi aux États-Unis.

**Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous :**

**Dénomination sociale complète du Soumissionnaire/Fournisseur :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| **TOUT SOUMISSIONNAIRE/FOURNISSEUR DOIT COCHER LA CASE APPLICABLE CI-DESSOUS :**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions complémentaires » visées à l’Annexe B du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Fournisseur certifie par la présente comme suit :   + Aucun résultat défavorable ou négatif n’a été obtenu à partir de ces vérifications d’éligibilité ; et   + Au meilleur de sa connaissance, le Soumissionnaire/Fournisseur n’a pas fourni au cours des dix dernières années et ne fournit pas actuellement, directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni permis sciemment que des fonds de la MCC[[2]](#footnote-2) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur les listes décrites ci-dessous (y compris le Soumissionnaire/Fournisseur lui-même ).   **OU**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions Complémentaires » visées à l’Annexe A du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Fournisseur certifie par la présente que des résultats défavorables ou négatifs ont été obtenus à partir de ces vérifications d’éligibilité (informations à fournir pour chaque résultat conformément aux instructions incluses dans ce formulaire) : * Nom de l’individu, de la société ou de l’entité : * Source(s) auprès de laquelle l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité ont été déclarés inéligibles : * Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou Services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité): * Estimation de la valeur des tâches exécutées depuis la date du certificat : * Description et circonstances dans lesquelles un tel soutien a été fourni. |

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « fraude » conformément aux dispositions des IAS, du Contrat passé entre le Fournisseur et l'Entité MCA, des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris de la politique de la MCC en matière

de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DU CERTIFICAT DE RESPECT DES SANCTIONS :**

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l’éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l’Annexe A du Contrat, intitulée « **Dispositions Complémentaires** », notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** », ainsi jointe ci-dessous par souci de convenance.

Sur la base des résultats de ces vérifications d’éligibilité, le Soumissionnaire/Fournisseur doit fournir la certification applicable dans le formulaire de certification ci-joint. Notez qu’aux fins de la présente certification, les Soumissionnaires/Prestataires de services ne sont tenus de soumettre des documents à l'appui détaillés sur les vérifications d’éligibilité ainsi que leur formulaire de certification que si le Soumissionnaire/Fournisseur identifie des résultats défavorables ou négatifs. Si ce n’est pas le cas, les Soumissionnaire/Fournisseur sont libres de marquer le formulaire de certification en conséquence et de le soumettre au destinataire approprié (bien que le Soumissionnaire/Fournisseur doit tenir des registres selon les instructions ci-dessous).

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit vérifier que l’individu, la société ou l’entité ayant accès au financement de la MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du Soumissionnaire/Fournisseur, Sous-traitant, vendeurs, fournisseurs, et bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes (ou, dans le cas d'#8-dessous, n’est pas un ressortissant d’un pays figurant sur cette liste ou associé à celui-ci) :

1. **Liste des entreprises radiées du système SAM** ou « System for Award Management (SAM)) Excluded Parties List »

<https://www.sam.gov/SAM/pages/public/searchRecords/search.jsf>

1. **Liste des entreprises radiées du système de la Banque mondiale** ou « World Bank Debarred List »

<https://www.worldbank.org/debarr>

1. **Liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain** ou « US Treasury, Office of Foreign Assets Control, Specially Designated Nationals (SDN) List »

<https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/>

1. **Liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce Américain** ou « US Department of Commerce, Bureau of Industry and Security, Denied Persons List »

<https://www.bis.doc.gov/index.php/the-denied-persons-list>

1. **Liste des entreprises radiées par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État** ou « US State Department, Directorate of Defense Trade Controls, AECA Debarred List »

<https://www.pmddtc.state.gov/ddtc_public?id=ddtc_kb_article_page&sys_id=c22d1833dbb8d300d0a370131f9619f0>

1. **Liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État** ou « US State Department, Foreign Terrorist Organizations (FTO) List »

<https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>

1. **Décret 13224 du Département d’Etat**  ou« Executive Order 13224 » <https://www.state.gov/executive-order-13224/>
2. **Liste des pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme** ou « US State Sponsors of Terrorism List »

<https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>

En plus de ces listes, avant de fournir une aide ou des ressources substantielles à une personne ou une entité, le Soumissionnaire/Fournisseur doit examiner également toutes les informations sur cette personne ou entité dont il a connaissance et toutes les informations publiques raisonnablement disponibles ou dont il devrait avoir connaissance.

La documentation du processus prend deux formes. Le Soumissionnaire/Fournisseur doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Date à laquelle la vérification a été effectuée | | | | | | | |  |
| Nom | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | Éligible (O/N) |
| SAM Excluded Parties List | World Bank Debarred List | SDN List | Denied Persons List | AECA Debarred List | FTO List | Executive Order 13224 | US State Sponsors of Terrorism List |
| Soumissionnaire/Fournisseur (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous- traitant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Vendeur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bénéficiaire #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire est éligible – c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

En outre, les listes 1. liste de entreprises radiées dans le système SAM, 3. liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN) et 5. liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA) étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Soumissionnaire/Fournisseur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l’éligibilité, qui se présente comme suit : « *Exclusion activ*e? *Non* » ou « *Aucun résultat* *trouvé* » (dans le cas de la liste des entreprises radiées dans le système SAM), « *Votre recherche n'a retourné aucun résultat* » (dans le cas de la liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN)) « *Aucun résultat dans la liste des entreprises légalement exclues à l'aide de ce filtre*.» ou « *Aucun résultat dans la liste des entreprises administrativement exclues à l'aide de ce filtre* » (dans le cas de la liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA)). Dans le cas de la liste 2. liste de entreprises radiées dans le système de la Banque mondiale le tableau 1 entreprises et individus exclus affichera un champ vierge qui indique qu’aucun résultat n’a été trouvé. Pour les listes 4. liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce américain, liste 6. liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État (FTO) et 7 décret 13224 du Département d’Etat, il n’y a pas de base de données consultable fournie, de sorte que le Soumissionnaire/Fournisseur examinera chaque liste et confirmera qu’elle ne nomme pas les entreprises ou les personnes identifiées dans le tableau ci-dessus.

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Soumissionnaire/Fournisseur lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif » (une personne dont le nom correspond au nom d’une personne inscrite sur une liste de sanctions, mais qui est une personne différente).S’il s’agit d’un faux positif, le Soumissionnaire/Fournisseur marquera le membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, le résultat de la recherche montre que les membres du personnel, Fournisseurs, Sous-traitants, vendeurs, fournisseurs ou bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l'Entité MCA déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser le Soumissionnaire/Fournisseur à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de la MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l’alinéa P1.A.1.7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, le Soumissionnaire/Fournisseur doit s’assurer que le financement MCC n’est pas utilisé pour des biens ou des services provenant d’un pays ou d’une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions par pays ou à d’autres restrictions en vertu de la loi des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme <https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>.

Le Soumissionnaire/Fournisseur conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat passé avec l’Entité MCA, tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux dispositions du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme Seuil). L’Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions du Contrat régissant l’accès aux documents, ainsi que Bureau de l’inspecteur général de l’USAID (responsable de la surveillance des opérations du MCC), sur demande de celui-ci.

**Annexe A « Dispositions complémentaires, » Paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions »**

1. La Partie au Contrat n’a pas fourni directement ou indirectement, au cours des dix dernières années, d’aide ou de ressources substantielles, et prendra toutes les mesures raisonnables visant à garantir qu’elle ne fournira pas d’aide ou de ressources substantielles (comme définies ci-dessous) directement ou indirectement, ni permettra sciemment que des fonds (y compris les fonds de la MCC) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac); (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](http://www.sam.gov); ou (iv) sur toute autre liste que l’Entité MCA pourra, en toute circonstance, demander.

Aux fins des présentes,

1. L’expression « aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.
2. Le terme « formation » signifie la formation ou l'enseignement destiné à faire acquérir un savoir-faire par opposition à un savoir.
3. L’expression « conseil ou assistance d’expert » signifie les conseils ou l’aide issus de connaissances scientifiques, techniques ou autres connaissances spécialisées.
4. Le Fournisseur s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et le commerce des êtres humains, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par la MCC, l’Entité MCA, l’Agent financier ou la Banque autorisée par l’Entité MCA, selon les cas. Le Fournisseur vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse[www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). Le Fournisseur (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Entité MCA ou la MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Entité MCA et un exemplaire dudit rapport à la MCC.
5. Le Fournisseur est soumis à d’autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à la MCC ou à l’Entité MCA, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.

## Section V Spécification des Biens et Services Connexes (SR)

Table des matières

[SR1 Liste des Biens et Calendrier de livraison 93](#_Toc58572541)

[SR2 Liste des Services Connexes et calendrier d’achèvement 94](#_Toc58572542)

[SR3 Spécifications techniques 95](#_Toc58572543)

[SR4 Dessins et Plans Techniques 121](#_Toc58572544)

[SR5 Inspections et essais 122](#_Toc58572545)

[SR6 Procédures en matière d’environnement, de santé et de sécurité 123](#_Toc58572546)

SR1 Liste des Biens et Calendrier de livraison

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *[Ce tableau doit être complété par l'Acheteur, sauf la colonne « Date de livraison proposée par le Soumissionnaire » qui doit être remplie par le Soumissionnaire].* | | | | | | | |
| **Nom des Biens ou Services connexes**  **N°** | **Description des Biens** | **Quantité** | **Unité physique** | **Lieu de destination finale comme indiqué à l’alinéa 15.6 IS de la FDAO** | **Date de livraison demandée par l’Acheteur (selon les Incoterms)** | | **Date de livraison proposée par le Soumissionnaire** |
| **Date de livraison anticipée** | **Date de livraison au plus tard** |  |
| **[insérer le n° de l'élément]** | **[insérer la description des Biens]** | **[insérer la quantité des éléments à fournir]** | **[insérer le nombre d’unités physiques]** | **[insérer le lieu de livraison]** | **[Insérer le nombre de jours après la date de mise en vigueur du présent Contrat]** | **[Insérer le nombre de jours après la date de mise en vigueur du présent Contrat]** | **[Insérer le nombre de jours après la date de mise en vigueur du présent Contrat]** |
|  | Se référer à l’article 4- Spécifications minimales des prestations demandées dans SR3 |  |  | Annexe 1 de SR3 | A partir de la réception de l’ordre de service de démarrage | 6 mois à partir de la notification de l’ordre de service de démarrage |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

SR2 Liste des Services Connexes et calendrier d’achèvement

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *[Les Dates d’achèvement demandées doivent être réalistes et alignées sur les Dates de livraison des Biens demandées (selon les Incoterms)]* | | | | | |
| **Service** | **Description** | **Quantité1** | **Unité physique** | **Lieu de prestation des Services** | **Date (s) d’achèvement des Services** |
|
| **[insérer le n° du Service]** | **[insérer une description des Services connexes]** | **[insérer la quantité des éléments à fournir]** | **[insérer le nombre d’unités physiques]** | **[insérer le nom du Lieu]** | **[insérer la/les dates à laquelle/auxquelles les Services doivent être exécutés]** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| 1. Si applicable | | | | | |

SR3 Spécifications techniques

**ARTICLE 4 : SPECIFICATIONS MINIMALES DES PRESTATIONS DEMANDEES**

**Secteur Transport logistique :**

**Lot G.1 Simulateurs des engins de manutention**

| **Item** | **Désignation** | **Caractéristiques techniques** | **Unité** | **Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Simulateur chariot élévateur simple | Simulateur de chariot élévateur simple composé de : | Ens | 1 |
| Ce système se compose de : |
| - Volant, |
| - Leviers de commande pour le contrôle de la fourche et du mât |
| - Pédales, |
| - Panneau de commande, avec les interrupteurs principaux pour contrôler la machine, |
|  |
| Pilotage par un ordinateur déporté type PC portable type gamer de caractéristiques minimales : I7, 2.6Ghz, 16Go de RAM, 2T de Disque dur SSD, écran 15.6 «, Processeur 6 cores, carte graphique puissante type Nvidia GeForce RTX 2060 ou équivalent, équipé d’au minimum des ports ci-dessous pour le branchement des deux écrans déportés et du boîtier communicant avec les pédales volant et panneau de commande du simulateur.   * 1 avec port USB Type C, * 3 ports USB Type-A, * 1 port Mini Display Port, * 1 port HDMI, * 1 port RJ-45, * 1 prise secteur Smart Pin, * 1 prise combinée casque/microphone   - Deux écrans d’affichage haute résolution d’environ 60 pouces pour l’utilisation du simulateur sans le casque de réalité virtuelle,  Logiciel permettant l’utilisation du simulateur via l’affichage sur les deux écrans déportés. |
| - Plateforme de mouvement dynamique pour garantir une sensation d'immersion complète.  - le simulateur doit permettre la simulation de conduite de deux types de chariots : le chariot frontal en porta fou (catégorie 3) et le chariot à Mat rétractable (Catégorie 5), de capacité inférieure ou égale à 6T. |
| Logiciel et documentation principalement en Français |
|  |
| Contrat de maintenance (mise à jour logicielle et matérielle) inclus pour une durée de 2 ans |
| 2 | Logiciel de formation sur la nacelle élévatrice – Plateforme Élévatrice Mobile de Personnel **(**PEMP) | Logiciel avec casque de réalité virtuelle et manettes pour la simulation | Ens | 1 |
| Matériel compact et disposant de l'Unité Centrale portable + casque + boite a boutons |
| Le logiciel doit inclure des exercices aux gestes de commandement + circulation + mise en œuvre du harnais + travail en grande hauteur |
| Et doit permettre de : |
| • un travail pédagogique adapté à tous les apprenants en initiation comme en perfectionnement |
| • De situer les risques liés à l’utilisation d’un pont roulant et/ou aux opérations de levage. |
| • D’être sensibilisé au respect de la réglementation (devoirs et responsabilités). |
| • D’acquérir des connaissances de base sur la technologie des ponts, des élingues, apparaux et accessoires et les contrôles associés. |
| • De confronter ses acquis à des situations concrètes d’élingage. |
| • De vérifier l’adéquation entre les capacités d’un élingage et d’une charge. |
| • D’exécuter des manœuvres et élingages dans le respect des règles de l’art |
| Logiciel et documentation principalement en français |
| Contrat de maintenance (mise à jour logicielle et matérielle) inclus pour une durée de 2 ans |
| 3 | Logiciel de formation sur la conduite Grue Auxiliaire | Logiciel avec casque de réalité virtuelle et manettes pour la simulation | Ens | 1 |
| Matériel compact et disposant de l’Unité Centrale l'UC portable + casque + boite à boutons |
| Le logiciel doit inclure des consignes par gestes de commandements dans le cas où la charge déposée est masquée |
| Le logiciel doit permettre de : |
| • un travail pédagogique adapté à tous les apprenants en initiation comme en perfectionnement |
| • Situer les risques liés à la mise en œuvre d’une grue mobile et aux opérations de levage. |
| • Être sensibilisé au respect de la réglementation (devoirs et responsabilités). |
| • Acquérir des connaissances de base sur la technologie des grues mobiles. |
| • Effectuer les contrôles journaliers associés à la grue et aux accessoires de levage. |
| • Enoncer les principes d’équilibre statique et dynamique. |
| • Evaluer les caractéristiques d’une charge. |
| • Calculer et déterminer l’élingage correspondant à l’opération de levage. |
| Logiciel et documentation principalement en français |
| Contrat de maintenance (mise à jour logicielle et matérielle) inclus pour une durée de 2 ans |
| **Total** | | | | **3** |

**Lot G.2 Simulateur Véhicules Poids Lourds**

| **Item** | **Désignation** | **Caractéristiques techniques** | **Unité** | **Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Simulateur de véhicule poids lourd version simple apprentie | Simulateur de véhicule lourd avec une solution immersive, réaliste grâce au système de contrôle du véhicule qu’imitent les véritables commandes d'un camion de caractéristiques minimales ci-dessous : | Ens | 3 |
| Plateforme dynamique impérative sur vérins 3 axes |
| - activation des systèmes d'aides à la conduite |
| - activation des systèmes d'aides à la conduite |
| - un environnement visuel marocain serait souhaitable pour l'immersion et permettrait aux candidats de mieux se projeter  Un logiciel d'exploitation des exercices (format playlist ) permettant de faire des programmes sur mesure et garantissant une simplicité d'utilisation pour le formateur |
| Des exercices adaptés aux novices comme aux stagiaires expérimentés ainsi le matériel sera optimisé dans son utilisation |
| Prévoir dans l'idéal de véritables rétroviseurs à défaut incrustation dans les écrans latéraux |
| Le simulateur doit disposer d’environnement porteur et tracteur et de ce fait doit aussi disposer des visuels correspondant : un simu camion doit pouvoir faire aussi / porteur / tracteurs + semi / citerne / mini bus / Bus Autocar |
| Tableau de bord, dispose d’un écran d’environ 15″, |
| Lunettes spéciales pour limiter les risques de maux de transport |
| * Volant avec retour de force |
| * Klaxon |
| * Feux |
| * Indicateurs de direction |
| * Pare-brise-simulation |
| * Essuie-glaces-simulation |
| * Levier avec un minimum de deux modes du levier de vitesses : manuel et automatique ou robotisée. |
| * Siège camion réel, avec amortisseur et réglage mécanique, ceinture de sécurité à capteur. |
| * Pédales réalistes avec systèmes vibrants pour la recréation de l'ABS et cellule de charge pour la simulation de la pédale de freinage. |
| ·  Système audio |
| ·  Solution immersive réaliste |
| ·  Système visuel avec impérativement 3 écrans |
| ·  Structure ouverte |
| ·  Plateforme de mouvement pour simuler les mouvements de conduite : des inclinaisons vers l'avant et vers l'arrière pour recréer des accélérations et des sensations de rupture, des inclinaisons gauche et droite pour les courbes et les mouvements de haut en bas. Il reflète également les vibrations de la route. |
| ·  Fonctionnalités du logiciel : |
| -Variété de paramètres : |
| - Terrain d'essai. |
|  |
| -Autoroute. |
| - Conduite efficace. |
| - Col de montagne pavé et col de montagne non pavé. |
| - Différents véhicules avec un minimum de 10, |
| - Porteur avec les différentes déclinaisons visuelles au minimum : Citerne et Fourgon/ Tracteur et semi-remorque avec au minium Citerne et Fourgon / Ensemble articulé (porteur + remorque) / Autocar avec au minimum un classique de 12m et un deuxième de format minibus y compris la remorque de bagage pour l'ensemble des véhicules de transport du personnes / |
| Le logiciel doit permettre la simulation du véhicule suivant les différents états : vide, en charge partielle ou en charge totale. |
| - conditions météorologiques |
| -Vent |
| -Moment de la journée : Jour et Nuit au minimum |
| -Niveau de trafic |
| **-**Activation / désactivation des technologies embarquées et des systèmes de sécurité. |
| IL doit permettre d’utiliser : |
| - siège pneumatique  pédales  ralentisseur / TELMA ou équivalent réglages similaires au Poids Lourd PL |
| Possibilité d'affecter ou désengager l’ABS |
| - plus largement le matériel doit garantir l’ensemble des fonctions physiques au tableau de bord par commodos et boutons représentatifs du produit réel (pas de volant de jeu vidéo ou d’interrupteurs non issus d’une série de PL en cours de distribution) |
| La supervision par le formateur doit être proposée par la mise à disposition d'une tablette permettant de suivre et de piloter l'évolution du stagiaire ou un outil de supervision associé |
| Dans tous les cas celui-ci doit permettre : |
| Choix du scenario |
| Evènements durant le jeu (aléas mécaniques, évolution du temps…) |
| Possibilité de "rejeu" afin de faire comprendre à l’apprenant |
| Suivre les temps passés sur les différents scénarios |
| Documentation principalement en Français. |
| Pour la partie supervision, nécessité de disposer d'un poste de formateur intégré ou déporté composé d'un ordinateur, imprimante et écrans. |
| Fonctionnalités : |
| ·   Application de télémétrie |
| ·   Visualisation et communication avec l'étudiant |
| ·   Modification de simulation conditions en temps réel (événements, pannes, modification de conditions météorologiques...) |
| Ce système de supervision automatique peut être utilisé pour calculer la note de l'exercice et permet de : |
| ·   Générer un rapport de chaque pratique effectuée pour une analyse ultérieure. |
| ·   Surveiller la manipulation correcte de la machine et envoie des messages lorsqu'il détecte que des manœuvres incorrectes. |
| Logiciel et documentation principalement en français |
| Garantie d'une année couvrant aussi bien la partie matérielle que la partie logicielle. |
| **Total** | | | | **3** |

**Lot G.3 Simulateur Véhicules légers**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Item** | **Désignation** | **Caractéristiques techniques** | **Unité** | **Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56)** | |
| 1 | **Simulateur de véhicule léger** | L'environnement visuel de conduite couvre la vision frontale latérale et arrière | Ens | 1 | |
| Images projetées sur 3 écrans, adaptation du logiciel à la vitesse |
| Boite à vitesse automatique et mécanique |
| Gestion des conditions météo |
| Multiple environnement (autoroute, route, agglomération…) |
| Gestion de la densité du trafic |
| Le poste devra être déplaçable |
| Le poste de conduite devra se rapprocher le plus possible d'un véhicule réel (siège, ceinture, volant, comodos, etc.) |
| Ecran minimum de 20 pouces vision à minimum 100° |
| Siege réglable et inclinable avec appuis tête |
| Pédalier 3 pédales |
| Disposer de plusieurs dizaines de scénarios, couvrant plusieurs heures de formation |
| Le logiciel devra permettre une évaluation de départ |
| Il devra aussi permettre de travailler guider ou non |
| Il faudra aussi disposer de plusieurs types de véhicules y compris un véhicule utilitaire |
| Le simulateur doit fonctionner sous une alimentation électrique monophasée 220V - 50Hz |
| Logiciel et documentation principalement en français |
| Garantie d'une année couvrant aussi bien la partie matérielle que la partie logicielle. |
| **Total** | | | | | **1** | |

**Lot G.4 Simulateur incendie**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Item** | **Désignation** | **Caractéristiques techniques** | **Unité** | **Quantité IFMTL Nouaceur (CFP 56)** | |
| 1 | **Simulateur incendie multifonctionnel** | Simulateur en Réalité virtuelle comprenant PC Portable avec Casque et Extincteurs connectés | Ens | 2 | |
| Doit permettre de réaliser les feux des 3 catégories |
| Doit garantir la prise en compte physique de la percussion |
| Les scénarios proposés doivent amenés l’apprenant à évoluer dans les environnements suivants : |
| Bureaux /entrepôts/véhicules routiers |
| Les extincteurs physiques doivent être issus du marché "réel" et synchronisés en Réalité Virtuelle (VR) par capteurs de positions |
| L'angle de projection doit influer sur le comportement du feu |
| Logiciel et documentation principalement en français |
| Garantie d'une année couvrant aussi bien la partie matérielle que la partie logicielle. |
| **Total** | | | | | **2** | |

SR4 Dessins et Plans Techniques

Le présent Dossier d’Appel d’Offres comprend les Plans et Dessins techniques suivants : **Néant**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Liste des Plans et Dessins techniques** | | |
| **Plans et Dessins techniques n°** | **Nom des Plans et Dessins techniques** | **Objet** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

SR5 Inspections et essais

Les Biens doivent être soumis aux inspections et essais suivants :

Avant l'expédition

**[insérer la liste des inspections et essais]**

Sur le lieu de livraison :

**[insérer la liste des inspections et essais]**

SR6 Procédures en matière d’environnement, de santé et de sécurité

Le Soumissionnaire doit satisfaire aux exigences en matière d'environnement, de santé et de sécurité suivantes :

* Le soumissionnaire s’engage à respecter toutes les lois et règlements relatifs au respect et protection de l’environnement et santé & sécurité au travail qui sont en vigueur au Maroc ou qui pourraient survenir pendant toute la durée du contrat.
* Le soumissionnaire est tenu de respecter les exigences internes appliquées sur les sites du client.
* Les équipements fournis doivent respecter au minimum les conditions suivantes :
* Les équipements fournis doivent avoir des fiches techniques qui décrivent les risques potentiels liés à leur utilisation et les protections nécessaires à mettre en place, quand c’est applicable.
* La composition des équipements ne doit pas contenir des matériaux toxiques pour l’utilisateur
* Il est recommandé d’opter pour des équipements qui génèrent moins de déchets et dont la possibilité du recyclage et valorisation est importante
* Tout équipement fourni présentant potentiellement des risques, doit être muni d’une protection de l’utilisateur. Tout équipement sans protection ne sera pas accepté.

L’installation des équipements :

Tout équipement dont l’installation nécessite des travaux sur site doit satisfaire les exigences suivantes :

* Les travailleurs doivent être informés et formés des risques liés à leur travail et les différentes mesures de protection, avant le commencement des travaux
* Les personnes impliquées dans les travaux d’installation doivent être munies par leur équipements de protection individuelle notamment des chaussures de sécurité, des lunettes de protection, des gants adaptés au travail et un casque quand c’est applicable.
* L’entreprise sélectionnée doit avoir son propre plan d’urgence à déployer en cas d’urgence décrivant la conduite à tenir en cas d’accident et consignes de premiers secours adaptées aux risques particuliers de chaque équipement. Le soumissionnaire est seule responsable de l’évacuation et de l’hospitalisation de son personnel en cas d’accident de travail.
* En cas de coactivités, un plan de coordination entre les différents intervenants et une évaluation des risques doivent être mis en place.
* Le soumissionnaire est responsable de tous dégâts causés par ses soins.

Le matériel doit être en conformité avec les normes internationales (européenne ou américaine) d’environnement et de santé-sécurité.

Annexe B : Formulaire de certificat d’observation des sanctions

Conformément à la Clause G des Dispositions complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Soumissionnaire lors de la soumission de l’Offre et, si retenu, par le Fournisseur dans un délai de 28 jours à compter de la date de réception de la Lettre d’Acceptation et de l’Accord contractuel. Le Fournisseur le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du Contrat financé par la MCC[[3]](#footnote-3), tout au long de la durée du Contrat.

Le formulaire doit être soumis à l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité MCA au moment de la soumission de l’Offre *insérer le courrier électronique de l’Agent de passation de marché de l’Entité MCA*), et à l’Agent financier de l’Entité MCA par la suite [*insérer le courrier électronique de l’Agent financier de l’Entité MCA*] et un exemplaire envoyé à la MCC à l'adresse suivante : [sanctionscompliance@mcc.gov](mailto:sanctionscompliance@mcc.gov).

Pour éviter tout doute, conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC, signaler la fourniture d’une aide et de ressources substantielles (comme définis ci-après) à une personne ou une entité figurant sur les listes énumérées n'entraîne pas nécessairement la disqualification du Soumissionnaire ou l'annulation du Contrat. Cependant, **ne pas signaler** la fourniture de cette aide et de ces ressources substantielles, ou toute fausse déclaration similaire, intentionnelle ou due à une négligence, est un motif de disqualification du Soumissionnaire ou d'annulation du Contrat, et peut exposer ce Soumissionnaire ou Fournisseur à des poursuites pénales, civiles ou d’un recours administratif selon le cas en vertu de la loi aux États-Unis.

**Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous :**

**Dénomination sociale complète du Soumissionnaire/Fournisseur :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| **TOUT SOUMISSIONNAIRE/FOURNISSEUR DOIT COCHER LA CASE APPLICABLE CI-DESSOUS :**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions complémentaires » visées à l’Annexe B du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Fournisseur certifie par la présente comme suit :   + Aucun résultat défavorable ou négatif n’a été obtenu à partir de ces vérifications d’éligibilité ; et   + Au meilleur de sa connaissance, le Soumissionnaire/Fournisseur n’a pas fourni au cours des dix dernières années et ne fournit pas actuellement, directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni permis sciemment que des fonds de la MCC[[4]](#footnote-4) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur les listes décrites ci-dessous (y compris le Soumissionnaire/Fournisseur lui-même ).   **OU**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions Complémentaires » visées à l’Annexe A du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Fournisseur certifie par la présente que des résultats défavorables ou négatifs ont été obtenus à partir de ces vérifications d’éligibilité (informations à fournir pour chaque résultat conformément aux instructions incluses dans ce formulaire) : * Nom de l’individu, de la société ou de l’entité : * Source(s) auprès de laquelle l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité ont été déclarés inéligibles : * Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou Services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité): * Estimation de la valeur des tâches exécutées depuis la date du certificat : * Description et circonstances dans lesquelles un tel soutien a été fourni. |

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « fraude » conformément aux dispositions des IAS, du Contrat passé entre le Fournisseur et l'Entité MCA, des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris de la politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DU CERTIFICAT DE RESPECT DES SANCTIONS :**

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l’éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l’Annexe A du Contrat, intitulée « **Dispositions Complémentaires** », notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** », ainsi jointe ci-dessous par souci de convenance.

Sur la base des résultats de ces vérifications d’éligibilité, le Soumissionnaire/Fournisseur doit fournir la certification applicable dans le formulaire de certification ci-joint. Notez qu’aux fins de la présente certification, les Soumissionnaires/Prestataires de services ne sont tenus de soumettre des documents à l'appui détaillés sur les vérifications d’éligibilité ainsi que leur formulaire de certification que si le Soumissionnaire/Fournisseur identifie des résultats défavorables ou négatifs. Si ce n’est pas le cas, les Soumissionnaire/Fournisseur sont libres de marquer le formulaire de certification en conséquence et de le soumettre au destinataire approprié (bien que le Soumissionnaire/Fournisseur doit tenir des registres selon les instructions ci-dessous).

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit vérifier que l’individu, la société ou l’entité ayant accès au financement de la MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du Soumissionnaire/Fournisseur, Sous-traitant, vendeurs, fournisseurs, et bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes (ou, dans le cas d'#8-dessous, n’est pas un ressortissant d’un pays figurant sur cette liste ou associé à celui-ci) :

1. **Liste des entreprises radiées du système SAM** ou « System for Award Management (SAM)) Excluded Parties List »

<https://www.sam.gov/SAM/pages/public/searchRecords/search.jsf>

1. **Liste des entreprises radiées du système de la Banque mondiale** ou « World Bank Debarred List »

<https://www.worldbank.org/debarr>

1. **Liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain** ou « US Treasury, Office of Foreign Assets Control, Specially Designated Nationals (SDN) List »

<https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/>

1. **Liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce Américain** ou « US Department of Commerce, Bureau of Industry and Security, Denied Persons List »

<https://www.bis.doc.gov/index.php/the-denied-persons-list>

1. **Liste des entreprises radiées par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État** ou « US State Department, Directorate of Defense Trade Controls, AECA Debarred List »

<https://www.pmddtc.state.gov/ddtc_public?id=ddtc_kb_article_page&sys_id=c22d1833dbb8d300d0a370131f9619f0>

1. **Liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État** ou « US State Department, Foreign Terrorist Organizations (FTO) List »

<https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>

1. **Décret 13224 du Département d’Etat**  ou« Executive Order 13224 » <https://www.state.gov/executive-order-13224/>
2. **Liste des pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme** ou « US State Sponsors of Terrorism List »

<https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>

En plus de ces listes, avant de fournir une aide ou des ressources substantielles à une personne ou une entité, le Soumissionnaire/Fournisseur doit examiner également toutes les informations sur cette personne ou entité dont il a connaissance et toutes les informations publiques raisonnablement disponibles ou dont il devrait avoir connaissance.

La documentation du processus prend deux formes. Le Soumissionnaire/Fournisseur doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Date à laquelle la vérification a été effectuée | | | | | | |  |
| Nom | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | Éligible (O/N) |
| SAM Excluded Parties List | World Bank Debarred List | SDN List | Denied Persons List | AECA Debarred List | FTO List | Executive Order 13224 |
| Soumissionnaire/Fournisseur (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous- traitant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Vendeur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bénéficiaire #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |

Le Soumissionnaire/Fournisseur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire est éligible – c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

En outre, les listes 1. liste de entreprises radiées dans le système SAM, 3. liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN) et 5. liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA) étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Soumissionnaire/Fournisseur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l’éligibilité, qui se présente comme suit : « *Exclusion activ*e? *Non* » ou « *Aucun résultat* *trouvé* » (dans le cas de la liste des entreprises radiées dans le système SAM), « *Votre recherche n'a retourné aucun résultat* » (dans le cas de la liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN)) « *Aucun résultat dans la liste des entreprises légalement exclues à l'aide de ce filtre*.» ou « *Aucun résultat dans la liste des entreprises administrativement exclues à l'aide de ce filtre* » (dans le cas de la liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA)). Dans le cas de la liste 2. liste de entreprises radiées dans le système de la Banque mondiale le tableau 1 entreprises et individus exclus affichera un champ vierge qui indique qu’aucun résultat n’a été trouvé. Pour les listes 4. liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce américain, liste 6. liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État (FTO) et 7 décret 13224 du Département d’Etat, il n’y a pas de base de données consultable fournie, de sorte que le Soumissionnaire/Fournisseur examinera chaque liste et confirmera qu’elle ne nomme pas les entreprises ou les personnes identifiées dans le tableau ci-dessus.

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Soumissionnaire/Fournisseur lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif » (une personne dont le nom correspond au nom d’une personne inscrite sur une liste de sanctions, mais qui est une personne différente).S’il s’agit d’un faux positif, le Soumissionnaire/Fournisseur marquera le membre du personnel, Fournisseur, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, le résultat de la recherche montre que les membres du personnel, Fournisseurs, Sous-traitants, vendeurs, fournisseurs ou bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l'Entité MCA déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser le Soumissionnaire/Fournisseur à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de la MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l’alinéa P1.A.1.7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, le Soumissionnaire/Fournisseur doit s’assurer que le financement MCC n’est pas utilisé pour des biens ou des services provenant d’un pays ou d’une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions par pays ou à d’autres restrictions en vertu de la loi des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme <https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>.

Le Soumissionnaire/Fournisseur conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat passé avec l’Entité MCA, tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux dispositions du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme Seuil). L’Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions du Contrat régissant l’accès aux documents, ainsi que Bureau de l’inspecteur général de l’USAID (responsable de la surveillance des opérations du MCC), sur demande de celui-ci.

Annexe A : « Dispositions complémentaires », Paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et autres restrictions »

1. La Partie au Contrat n’a pas fourni directement ou indirectement, au cours des dix dernières années, d’aide ou de ressources substantielles, et prendra toutes les mesures raisonnables visant à garantir qu’elle ne fournira pas d’aide ou de ressources substantielles (comme définies ci-dessous) directement ou indirectement, ni permettra sciemment que des fonds (y compris les fonds de la MCC) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac); (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](http://www.sam.gov); ou (iv) sur toute autre liste que l’Entité MCA pourra, en toute circonstance, demander.

Aux fins des présentes,

1. L’expression « aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.
2. Le terme « formation » signifie la formation ou l'enseignement destiné à faire acquérir un savoir-faire par opposition à un savoir.
3. L’expression « conseil ou assistance d’expert » signifie les conseils ou l’aide issus de connaissances scientifiques, techniques ou autres connaissances spécialisées.
4. Le Fournisseur s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et le commerce des êtres humains, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par la MCC, l’Entité MCA, l’Agent financier ou la Banque autorisée par l’Entité MCA, selon les cas. Le Fournisseur vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse[www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). Le Fournisseur (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Entité MCA ou la MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Entité MCA et un exemplaire dudit rapport à la MCC.
5. Le Fournisseur est soumis à d’autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à la MCC ou à l’Entité MCA, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.

Annexe C : PS-2 Formulaire d'autocertification

Le formulaire d'autocertification ci-dessous doit être signé par le Fournisseur dans le cadre du Contrat. En vertu de cette autocertification, le Fournisseur déclare n’acheter les biens et les matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat qu’auprès de fournisseurs qui n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants, et qui offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

-----------------------------------------------------------------------------------------------------------

Comme prévu aux sous-clauses 19.3 et 22.3 du Contrat, le Fournisseur doit se conformer aux *normes de performance de l’IFC en matière de durabilité sociale et environnementale* concernant les normes et les protections au travail. Le Fournisseur doit s’assurer que ses principaux fournisseurs, à savoir toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat, n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans le processus de production de ces biens et matériaux, et offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

En conséquence, je certifie qu'en ce qui concerne ce contrat :

je comprends les exigences du contrat conclu avec le MCA-**[Nom du pays]**.

**[Nom du Fournisseur]** veillera à ce que toutes les opérations soient effectuées conformément aux normes de performance de l’IFC, comme décrites aux sous-clauses 19.3 et 22.3 du Contrat.

Le **[Nom du Fournisseur]** n’a pas et n’aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et offre à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

Le [**[Nom du Fournisseur]** n’achète pas et n’achètera pas de matériaux ou biens auprès de fournisseurs qui ont recours au travail forcé ou au travail des enfants.

Le **[Nom du Fournisseur]** n’achètera de matériaux ou de biens qu’auprès de fournisseurs qui offrent à leurs employés un lieu de travail sûr et hygiénique.

**[Nom du Fournisseur]** a mis en place un système pour surveiller nos fournisseurs, identifier les risques nouveaux et émergents. Ce système permet également au **[Nom du Fournisseur]** de remédier efficacement à tout nouveau risque.

Lorsqu’il n’est pas possible de remédier à un nouveau risque ou à des incidents, **[Nom du Fournisseur]** s’engage à rompre les liens avec lesdits fournisseurs.

Noter ci-dessous toute exception aux stipulations susmentionnées :

|  |
| --- |
|  |

*Je certifie par les prÉsentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincÈres À tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse dÉclaration ou omission de fournir les informations demandÉes dans ce certificat peut être considÉrÉe comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins du Contrat. JE CONFIRME REPRÉSENTER DÛMENT [Nom du Fournisseur] ET ÊTRE DÛMENT AUTORISÉ À SIGNER.*

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d’imprimerie :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Annexe D : Formulaire de certification du Code d'éthique et de conduite professionnelle

*Conformément à la sous-clause 3.1 des Conditions Générales du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Fournisseur et soumis pour tout Contrat financé par la MCC d’une valeur de plis de 500 000 Dollars US. Ce formulaire doit être rempli par le Fournisseur et soumis avec l'Accord contractuel signé.*

*Si la certification initiale présentée avec l'Accord contractuel signé, atteste que le Fournisseur « a adopté et mis en œuvre », il ne sera pas nécessaire de présenter d’autres certifications sauf le cas échéant pour les contrats de sous-traitance. Si la certification initiale atteste que le Fournisseur « adoptera et mettra en œuvre », ce dernier devra présenter une autre certification lorsqu’il « aura adopté et mis en œuvre »,*

*Le formulaire doit être présenté à l'Agent de passation des marchés de l'Entité MCA [courriel de l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité MCA à insérer ici], accompagnée d'une copie du code d'éthique et de conduite professionnelle du Fournisseur.*

*Si le Fournisseur est une coentreprise ou une association, chaque membre de la coentreprise ou association doit remplir et présenter ce formulaire, ainsi que leur code d'éthique et de conduite professionnelle respectif.*

Formulaire de certification du Code d'éthique et de conduite professionnelle

Dénomination sociale complète du Fournisseur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme stipulé à la sous-clause 3.1 des CGC, le Fournisseur doit certifier à l'Entité MCA qu'il adoptera et mettra en œuvre un code d'éthique et de conduite professionnelle dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'adjudication du Contrat. Le Fournisseur doit également inclure la teneur de cette clause dans les accords de sous-traitance d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US.

En réponse à cette exigence, conformément à la sous-clause 3.1 des CPC du Contrat, je certifie qu'en ce qui concerne le présent contrat :

**[Nom du Fournisseur]** a adopté et mis en œuvre un code d'éthique et de conduite professionnelle, dont une copie est jointe avec ce formulaire de certification.

OU

[**Nom du Fournisseur]** adoptera et mettra en œuvre un code d'éthique et de conduite professionnelle dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la signature du Contrat. **[Nom de l'Entrepreneur]** soumettra à nouveau cette attestation, accompagnée d'une copie du code d’éthique et de conduite du Consultant, lorsque ce code aura été adopté et mis en œuvre.

**[Nom du Fournisseur]** inclura la teneur de cette exigence dans tous les sous-contrats d'une valeur supérieure à 500 000 US Dollars et présentera toutes les certifications correspondantes à [Nom de l'entité MCA].

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une «fraude» aux fins du Contrat passé entre le Fournisseur et l'Entité MCA, des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris de la politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Annexe E : Garanties

Annexe E1 : Modèle de Garantie d’exécution

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *[La banque, à la demande du Fournisseur, doit compléter le formulaire conformément*  *aux instructions données]*  Branche ou bureau de la banque : **[insérer la dénomination sociale complète et l’adresse du Garant]**  Bénéficiaire : **[insérer le nom et l’adresse de l’Acheteur]**  Date : **[insérer la date d’émission]**  GARANTIE D’EXÉCUTION N° : **[insérer le numéro de la Garantie d’exécution]**  Nous avons été informés que **[insérer la dénomination sociale complète du Fournisseur]** (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec [**nom de l’Entité MCA]** (ci-après dénommé « le Bénéficiaire »), le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du contrat**] en date du **[insérer le jour et le mois], [insérer l’année]** pour la fourniture de **[description des Biens et Services Connexes fournis]** (ci-après dénommé « le Contrat »).  De plus, nous comprenons qu’une Garantie d’exécution est exigée en vertu du Contrat.  À la demande du Fournisseur, nous en notre qualité de Garant, nous engageons par la présente, irrévocablement, à payer au Bénéficiaire, à première demande écrite, toute somme d’argent dans la limite de **[insérer la somme en chiffres et en lettres]**. La demande du Bénéficiaire doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Fournisseur ne s’est pas acquitté de ses obligations en vertu du Contrat, sans que le Bénéficiaire n’ait à prouver ou à donner les raisons de sa demande de paiement ou du montant indiqué dans sa demande.  La présente Garantie expire au plus tard **[insérer le jour]** **[insérer le mois]** **[insérer l’année]** *[la date d’expiration doit être calculée conformément aux dispositions de la sous-clause 15.4 des CGC]*, et toute demande de paiement en vertu de la présente Garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à cette date.  [*La banque émettrice devra supprimer la mention inutile*]. Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Bénéficiaire] **[OU]** [nous sommes une institution financière située hors du pays du Bénéficiaire, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Bénéficiaire qui assurera l’exécution de cette garantie. **Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : (indiquez le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique).**   |  |  | | --- | --- | | La Banque | Le Fournisseur | | Signature | Signature | | En qualité de : | En qualité de : | | Date : | Date : | |

Annexe E2 : Modèle de Garantie de paiement anticipé

*[À la demande du Soumissionnaire, la banque doit remplir le formulaire conformément aux instructions données]*

Branche ou bureau de la banque : [insérer la dénomination sociale complète et l’adresse du Garant]

Bénéficiaire : **[insérer la dénomination sociale complète et l’adresse de l’Acheteur]**

Date : **[insérer la date d’émission]**

GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPÉ N° :  **[Insérer numéro de la Garantie de paiement anticipé]**

Nous avons été informés que **[insérer la dénomination sociale complète du Fournisseur]** (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec [**nom de l’Entité MCA]** (ci-après dénommé « le Bénéficiaire »), le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du contrat**] en date du **[insérer le jour et le mois], [insérer l’année]** pour la fourniture de **[description des Biens et Services Connexes fournis]** (ci-après dénommé « le Contrat »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu du Contrat, un paiement anticipé d’un montant de **[montant en chiffres et en lettres]** est versée contre une garantie de paiement anticipé.

À la demande du Fournisseur, nous, en notre qualité de Garant, nous engageons par la présente, irrévocablement, à payer au Bénéficiaire, à première demande écrite, toute somme d’argent dans la limite de [insérer la somme en chiffres et en lettres]. Le Bénéficiaire doit accompagner sa demande de paiement d’une déclaration indiquant :

1. que le Fournisseur n’a pas remboursé le paiement anticipé, en totalité ou partie, conformément aux termes et conditions du Contrat ;
2. les montants du paiement anticipé que le Fournisseur n’a pas remboursés.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est subordonnée à la réception par le Fournisseur du paiement anticipé mentionné ci-dessus dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ auprès de [**insérer le nom de la Banque**].

Le montant maximum de la Garantie est progressivement réduit par déduction des montants du paiement anticipé remboursés par Fournisseur comme attesté par les relevés bancaires intérimaires ou par les certificats de paiement qui nous seront présentés. La présente Garantie expire, à la première des deux dates suivantes : au plus tard, dès que nous aurons reçu une copie du Certificat de paiement provisoire indiquant que **[insérer le pourcentage]** pour cent du Prix du Contrat a été certifié pour paiement, ou le **[insérer le jour]** **[insérer le mois]** **[insérer l’année]**. Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente garantie doit nous parvenir au plus tard à cette date.

*[La banque émettrice devra supprimer la mention inutile]*. Nous confirmons que **[nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays de l’Acheteur] [OU] [nous sommes une institution financière située hors du pays de l’Acheteur, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays de l’Acheteur qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : (indiquez le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique).**

La présente Garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CC no.758, Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15(a) est expressément exclue par les présentes sauf dispositions contraires susmentionnées.

|  |  |
| --- | --- |
| La Banque | Le Fournisseur |
| Signature | Signature |
| En qualité de : | En qualité de : |
| Date : | Date : |

1. « Contrat financé par la MCC » désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par la MCC, conformément aux spécifications des Directives relatives à la Passation de marché du Programme de la MCC, utilisant des fonds fournis par la MCC par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-1)
2. « fonds de la MCC » sont définis comme les fonds fournis par la MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-2)
3. « Contrat financé par la MCC » désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par la MCC, conformément aux spécifications des Directives relatives à la Passation de marché du Programme de la MCC, utilisant des fonds fournis par la MCC par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-3)
4. « fonds de la MCC » sont définis comme les fonds fournis par la MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-4)